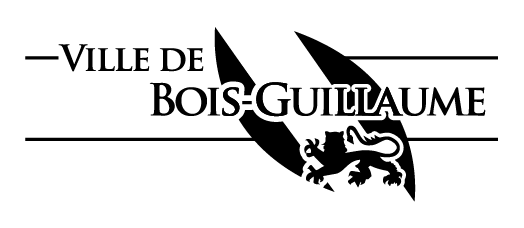
­

**REGLEMENT DES MARCHÉS NOCTURNES**

Le Maire de la Ville de BOIS-GUILLAUME

Vu

* Le règlement CE n° 852/2004 du 29 avril 2004 relatif à l’hygiène des denrées alimentaires,
* Le Code Général de la propriété des Personnes Publiques,
* Le Code de commerce,
* Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2212 et suivants, L 2213-1 et suivants, L2224-18 à L2224-29,
* Le Code Pénal et notamment son article R.610-5,
* Le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.3321-1, L.3331-3, L3334-4,
* La loi des 2 et 17 mars 1791 relative à la liberté du commerce et de l’industrie,
* La circulaire n° 77-507 du Ministère de l’Intérieur,
* La circulaire n° 78-73 du 8 février 1978 relative au régime des marchés et des foires,

Vu

* L’article L. 2211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
* La loi n° 69-3 du 3 janvier 1969, sa circulaire du 1er octobre 1985 et son décret du 30 novembre 1993, respectivement relatifs à la validation des documents de commerce et artisanat des professionnels avec et sans domicile fixe, La loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l’artisanat, au commerce et aux très petites entreprises,
* Les règlements du « paquet hygiène » CE 178/2002, CE 853/2004 et CE 2073/2005,
* La loi du 24 décembre 1973 d’orientation du commerce et de l’artisanat,
* La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l’économie,
* Le Décret n° 2009-194 du 18 février 2009 relatif à l’exercice des activités commerciales et artisanales ambulantes,
* L’arrêté ministériel du 21 janvier 2010 relatif à la carte permettant l’exercice d’une activité commerciale ou artisanale ambulante et modifiant la partie Arrêtés du Code du Commerce,
* Le règlement sanitaire Départemental de la Seine-Maritime du 7 juin 1985,
* L’arrêté municipal du 2 mai 2012 autorisant les marchés de la commune,
* L’avis émis par la Fédération Nationale des Syndicats de Commerçants Non Sédentaires en date du 29 avril 2015,
* L’arrêté municipal n° 2015/153/SGAL sur le règelement des marché d’approvisonnement hebdomadaires de la commune

Considérant le souhait de la commune de Bois-Guilaume de développer des manifestations combinant une dimension festive aux opérations de ventes directes habituelles, ceci dans le cadre d’évènements exceptionnels,

Considérant que le règlement applicable en matière de marchés ne correspond pas totalement au besoin exprimé et qu’il y a lieu dès lors de prévoir des dispositions spécifiques à cet type d’évènement,

**ARRÊTE**

**OBJET DU PRESENT REGLEMENT :**

**DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES A L’ORGANISATION ET AU FONCTIONNEMENT DES MARCHÉS NOCTURNES**

# **Chapitre 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX MARCHÉS NOCTURNES DE LA COMMUNE**

## ARTICLE 1er – DÉFINITION

Les **marchés nocturnes** sont des lieux publics où se déroulent :

* des opérations de ventes directes au comptant et au détail de marchandises à emporter,
* des animations à caractère festif,
* des zones de restauration provisoires permettant d’accueillir des temps de repos et d’échange.

Ces marchés sont des évènements temporaires, limités à un évènement par mois. Ils peuvent être thématisés, ou au contraire ouverts à tout type de participants selon la programmation définie par la municipalité.

## ARTICLE 2 – PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES ADMISES À PARTICIPER AUX MARCHÉS NOCTURNES

Dans tous les cas, seules seront admises à participer aux marchés nocturnes les personnes physiques ou morales ayant pour activité principale de proposer des produits spécifiques en lien avec les circuits courts, l’agriculture biologique, les terroirs, les productions artisanales locales, … ou des activités festives et ou restauratives en lien avec une logique de production locale.

Sont concernés :

**Pour les personnes physiques :**

* commerçants, revendeurs et artisans,
* producteurs agricoles, chefs d’exploitation ne vendant que le produit de leur exploitation, ou proposant des produits spécifiques en lien avec les circuits courts, l’agriculture biologique, les terroirs, …),
* artisans-artistes-créateurs (proposant à la vente des œuvres ou produits de leur fabrication, ou issus de secteurs de production artisanale locale)
* restaurateurs occasionnels tels que food-trucks, …
* restaurateurs installés sur la commune de Bois-Guillaume.

**Pour les personnes morales :**

* des sociétés commerciales ,
* des sociétés ou groupements agricoles,
* des associations à vocation artisanale (sous réserve des dispositions figurant à l’article 5-6)

## ARTICLE 3 – Modification des conditions d’organisation générale des marchés nocturnes

La Ville de Bois-Guillaume fixe le lieu, la date, la durée et les modalités d’organisation des marchés nocturnes et les modifie chaque fois que l’intérêt général le nécessite, sans que les bénéficiaires puissent arguer de quelque motif que ce soit pour s’y opposer.

Toute modification jugée nécessaire par la Ville ne pourra en aucun cas donner droit à une indemnité quelconque. Les frais supplémentaires engagés par les participants en cas de modification restent à leur entière charge et sous leur entière responsabilité.

Il est par ailleurs rappelé que chaque emplacement sur les marchés correspond à une occupation du domaine public. Ces places ne peuvent être attribuées qu’à titre précaire et révocable. Elles peuvent être retirées à tout moment pour motif d’intérêt général, lié à l’organisation ou à la gestion du domaine public, sans que le bénéficiaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

# CHAPITRE II - EMPLACEMENTS

## ARTICLE 4 - Inscription des participants

Tout bénéficiaire qui désire obtenir un emplacement sur les marchés nocturnes de la Ville de Bois-Guillaume doit remplir la fiche d’inscription disponible sur le site de la ville et l’adresser au Maire de Bois-Guillaume – service des manifestations.

Nul ne peut donc exercer une activité, de quelque nature que ce soit, sur l’un des marchés nocturnes, s’il n’a obtenu au préalable une décision d’attribution d’emplacement, délivrée par la commune pour une activité précise, conformément aux règles énoncées par le présent document.

Cette autorisation ne peut être vendue, cédée, louée ou prêtée, même à titre gratuit. Elle n’est valable que pour un seul marché et un seul banc de vente. **La Ville de Bois-Guillaume se réserve le droit de refuser une inscription sans avoir à justifier sa décision.**

Toute décision d’attribution d’un emplacement entraîne de droit de la part du bénéficiaire, le respect de toutes les règlementations en vigueur, relatives à la vente de ces marchandises.

## ARTICLE 5 – PIECES A FOURNIR

La délivrance de l’autorisation de vente est subordonnée à la production, en sus du formulaire d’inscription, à présenter les pièces suivantes, en cours de validité :

Article 5.1 – pour toute demande

* une pièce d’identité indiquant la nationalité française ou ressortissant d’un Etat membre de l’Union Européenne ou carte de résident pour les étrangers,
* une attestation d’assurance responsabilité civile sur le domaine public pour l’exercice de l’activité.
* La liste des produits de l’exploitation

Article 5.2 – pour les commerçants revendeurs

* la carte permettant l’exercice d’une activité commerciale ambulante ou l’attestation provisoire de déclaration délivrée par les centres de formalités des Entreprises des Chambres de Commerce et d’Industrie et des Chambres de Métiers et de l’Artisanat,
* le livret A de circulation sur lequel il sera précisé le numéro du registre du commerce ou du métier, pour les marchands sans domicile fixe.

Article 5-3 – Pour les producteurs :

* Attestation d’inscription au Registre des actifs agricoles alimenté par les CFE des Chambre d’Agriculture,

Article 5-4 – Artisans – Artistes

* Récépissé d’inscription au Répertoire des métiers datant de moins de trois mois,
* Inscription à la Maison des Artistes.

Article 5-5 –Associations de promotion des productions et artisanat locaux

* Récépissé d’inscription au registre des associations.

## ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DES EMPLACEMENTS

### a - Caractéristiques des emplacements

La longueur d’un étal attribué à un bénéficiaire ne peut excéder 10 mètres sur les marchés existants, ou 50 m² lorsqu’il s’agit d’activités de restauration ou d’animation. La Ville de Bois-Guillaume est susceptible d’examiner et, éventuellement de faire droit à toute demande sollicitant une surface ou un métrage linéaire supérieur à ce maximum.

Les emplacements sont mesurés en mètres linéaires. Dans tous les cas, il n’est pas compté de fraction de mètre, la longueur réelle étant toujours arrondie à l’unité supérieure.

### B - Modalités d’attribution des emplacements

La Ville de Bois-Guillaume attribue la place affectée à chaque bénéficiaire après réception du dossier d’inscription et en fonction de la surface disponible.

L’attribution des places se fait en fonction des critères déterminés par la Ville de Bois-Guillaume (lieu, thème du marché, nombre d’emplacements, équilibre entre les différents types d’exposants).

**Décision d’attribution d’une place**

Toute attribution d’une place de titulaire fait l’objet d’une décision temporaire du Maire.

Le bénéficiaire est averti uniquement par mail de l’acceptation provisoire de sa candidature. Cette attribution deviendra définitive au 15ème jour précédent l’organisation du marché nocturne.

### C - RETRAIT D’UN EMPLACEMENT

Le retrait de l’emplacement peut être décidé par la Ville de Bois-Guillaume à tout moment en cas de non-respect du présent règlement, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

# CHAPITRE III : LES DROITS DE PLACE ET MODALITES DE REGLEMENT

## Article 7 - TARIFS

Les tarifs des droits de place sont ceux faisant référence dans le cadre du règlement des marchés actuellement en vigueur et fixés par délibération du Conseil Municipal. Les emplacements sont taxés sur toute la longueur de leur étalage, toute fraction de métrage inférieure à un mètre sera taxée pour un mètre.

### LES MODALITES DE REGLEMENT

Les bénéficiaires doivent pouvoir acquitter leur droit de place et droit annexe dès le début du marché. Un reçu est remis par le receveur placier. Pour ne pas s’exposer à une nouvelle taxation, le commerçant doit vérifier que la valeur figurant sur le reçu correspond à la somme versée.

Les reçus des droits de place doivent porter les mentions suivantes :

* Le nom de la commune, la date,
* Le nom du professionnel,
* Le métrage occupé, le prix total à payer.

# Chapitre IV – CONTROLE, NON-PAIEMENT, FRAUDE

## Article 8 – contrôle, NON-PAIEMENT, FRAUDE

Article 8-1 - Les bénéficiaires sont tenus de présenter, à toute demande des services compétents de l’Etat et de la Ville, le justificatif de paiement des droits de place et droits annexes.

Article 8 -2 - En cas de non-acquittement des droits de place pour quelques motifs que ce soient, le bénéficiaire contrevenant se voit immédiatement interdire toute vente sur tous les marchés jusqu’au paiement des droits dus et sur la voie publique en cas de non-paiement par voie de recouvrement contentieux. En cas de récidive, toute autorisation lui est définitivement refusée sur les futurs marchés nocturnes de Bois-Guillaume et sur la voie publique.

Article 8-3 - Les fraudes de toute nature (notamment l’extension de métrage après le passage du placier) entraînent, outre les sanctions prévues dans le présent règlement, le retrait de l’autorisation.

# CHAPITRE V - DEROULEMENT DU MARCHE, PRESENTATION DES PRODUITS ET DISPOSITION DES ETALS

## ARTICLE 9 – HORAIRES DES PHASES D’INSTALLATIONS, DE VENTE, DE CLOTURE

Les bénéficiaires doivent installer leur matériel à partir de l’horaire d’ouverture du marché tel que visé sur le dossier d’inscription et au plus tard jusqu’à 16 h, heure à laquelle tout véhicule doit être évacué et le bénéficiaire prêt à vendre.

L’emplacement devra être libre, rangé et nettoyé au plus tard 45 mn après la fin du marché nocturne. Le véhicule devra avoir quitté les lieux à la libération de l’emplacement.

## ARTICLE 10 – INSTALLATION DES ETALS

Article 10-1 – Les étals ne doivent pas déborder sur les allées réservées aux chalands, ni sur les places contigües lorsqu’elles sont vacantes. Chaque bénéficiaire devra laisser entre les extrémités de son étal et celles des étals voisins un espace minimum de 1,20 m et maximum 1,50 m.

Article 10-2 – Il est interdit de se déplacer pour occuper un emplacement provisoirement vacant ou d’allonger le déballage dans une place voisine sans autorisation. Chaque bénéficiaire doit rester derrière son étal et ne peut se tenir dans les allées réservées aux chalands pour appeler les acheteurs.

Article 10-3 – Les étals et le matériel utilisés devront être tenus en parfait état de propreté.

Les bénéficiaires devront se conformer strictement aux dispositions législatives et règlementaires concernant l’hygiène, la salubrité et la sécurité publique.

Dans le cadre de la labellisation eco-manifestation du marché nocturne, les étals devront respecter les condition de tri des déchets, gobelets, gourdes, réutilisables consignés….

Article 10-4 - Il est interdit de disposer des étalages en saillies sur les passages ou dans les allées réservées aux chalands.

Article 10-5 – Les barres transversales supportant les bâches ou les volets des voitures boutiques devront être à une hauteur minimum de 1,80 m.

Article 10-6 - L’usage des piquets dans le sol est formellement interdit.

Article 10-7 – En cas d’intempéries, la protection des côtés de l’étal par des bâches transparentes ne sera autorisée que sur les 2/3 afin de ne pas masquer les étals voisins. L’arrière de l’étal pourra être également masqué à l’aide d’une bâche transparente.

Article 10-8 – Les rôtisseries ou appareils de chauffage (dans le cadre de préparation culinaire) devront être installés en retrait de l’allée chaland de façon à ce que le public ne puisse les approcher. L’utilisation d’une rôtisserie et/ou de tout matériel de cuisson s’accompagne du déploiement au sol d’une bâche imperméable qui viendra protéger des éclaboussures grasses le revêtement de surface. Les bénéficiaires devront avoir à portée de main un extincteur à poudre de moyenne capacité, permettant, en cas d’incendie, une intervention immédiate.

# CHAPITRE VI- REGLEMEnTATION ET RESPONSABILITE PROFESSIONNELLE

## ARTICLE 11– RESPECT DE LA REGLEMENTATION EN MATIERE DE VENTE

* L’exploitation de chaque commerce doit se faire dans le respect de la concurrence loyale, de l’ordre, de la tranquillité et de la salubrité publiques. Les ventes doivent être faites à la vue du public.
* Les prix des denrées et articles proposés à la vente devront être affichés selon la règlementation en vigueur.
* La hauteur minimum pour présenter les denrées alimentaires à la vente est de 0,70 m.
* Les ventes directes des démonstrateurs ou posticheurs s’exerceront aux emplacements réservés.
* Les personnes vendant les produits de leur exploitation agricole devront placer de façon apparente au-devant ou au-dessus de leur marchandise une pancarte rigide portant le mot « producteur ».
* Les balances qui doivent être à jour de validité, seront placées de telle façon que l’acheteur puisse aisément vérifier le poids et le prix au kilo de la marchandise.

## ARTICLE 12 – RESPECT EN MATIERE D’HYGIENE

Les bénéficiaires doivent à tout moment se conformer aux lois et règlements en vigueur relatifs à l’hygiène et à la sécurité. Ceux qui vendent des denrées alimentaires devront notamment se conformer aux prescriptions en vigueur.

## ARTICLE 13 – NUISANCES SONORES OU OLFACTIVES ET AUTRES INTERDICTIONS

L’utilisation de micro(s), ou autre(s) moyen(s) de diffusion sonore est liée à autorisation de la Ville de Bois-Guillaume. Sauf autorisation expresse de la Ville de Bois-Guillaume, il est interdit :

* d’écrire sur le sol,
* de brancher des appareils de chauffage sur les installations électriques,
* d’allumer des feux et d’utiliser des appareils à essence, pétrole, etc…,
* de tuer, plumer ou saigner des animaux sur le marché,
* d’apporter des lots de denrées périssables pour les trier sur le marché,
* de stationner les véhicules utilitaires devant les vitrines des commerçants sédentaires,
* d’utiliser et de vendre des chiens, chats, oiseaux ou tous autres animaux vivants,
* de défiler dans l’enceinte du marché,
* d’organiser le stationnement de véhicules publicitaires.

Cas particulier :

S’agissant de vendre et de proposer la dégustation de boissons alcoolisées à consommer sur place, ceci n’est possible que pour les bénéficiaires l’ayant préalablement déclaré dans leur dossier d’inscription.

## ARTICLE 14 - ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Les bénéficiaires de l’autorisation de vente doivent obligatoirement contracter une assurance en responsabilité civile professionnelle pour les risques inhérents à l’exercice de leur profession.

Aucune responsabilité ne pourra être retenue, ni de recours engagé contre la Ville de Bois-Guillaume en cas d’accident et dommage de toute nature qui pourraient survenir du fait du bénéficiaire, de son personnel ou de ses biens pour quelque cause que ce soit.

Seul le bénéficiaire de l’autorisation de vente assumera les charges et les conséquences d’un sinistre pour lequel il sera mis en cause.

# CHAPITRE VII – PROPRETE DES MARCHES ET RESPECT DU REGLEMENT

## ARTICLE 15 – CONDITIONS DE PROPRETE DU MARCHE LORS DES PHASES D’INSTALLATION, DE VENTE ET DE CLOTURE

Il est rappelé aux participants que les marchés nocturnes sont labellisés éco-manifestation  et qu’ils participent activement à l’image et à la qualité de cet évènement. Un comportement exemplaire est donc demandé en matière de propreté.

Les bénéficiaires demeurent responsables de la propreté de leur emplacement jusqu’au passage des agents de service de nettoiement.

Les bénéficiaires doivent :

* rassembler leurs déchets au fur et à mesure de leur production et les déposer dans les conteneurs mis à leur disposition. Les déchets doivent être triés afin de participer au tri sélectif dans un objectif de développement durable. Les emballages papier, carton et plastique doivent être déposés dans des bacs spécifiques prévus à cet effet,
* éviter l’éparpillement des déchets et l’envol des éléments légers pendant la tenue du marché nocturne. Les cageots et autres contenants devront être rassemblés et empilés aux points de collecte.

A la clôture du marché nocturne,

- tous les emplacements doivent avoir fait l’objet d’un balayage. Les bénéficiaires utilisant des rôtissoires, appareils de chauffage permettant la cuisson devront impérativement protéger le sol afin d’éviter toutes salissures.

- toutes les palettes, bidons d’huile alimentaire doivent être évacués par leur propriétaire.

En cas de non-respect, l’éviction totale et immédiate pourra être prononcée.

## ARTICLE 16 – RÔLE DES AGENTS DU SERVICE PUBLIC

Les agents municipaux sont chargés de veiller au respect du présent règlement, d’ assurer le placement, d’encaisser les droits de place, d’ établir un rapport consécutivement à une infraction.

Toute constatation d’infraction par les services de la Ville en matière de prix, pratique commerciale, contrefaçon, qualité, hygiène, pourra faire l’objet d’une saisine des autorités compétentes. Cette infraction pourra, sans préjudice des poursuites pénales, faire l’objet d’une sanction administrative, allant, selon la gravité des faits, de l’avertissement au retrait définitif de l’autorisation.

# CHAPITRE VIII - SANCTIONS

Les infractions au présent arrêté peuvent être relevées par un procès-verbal de contravention qui est transmis à Monsieur le Procureur de la République ou par un rapport de constatation qui est transmis à l’autorité municipale.

Outre les sanctions pénales, l’établissement de procès-verbaux ou de rapports de constatation peut donner lieu à des sanctions administratives allant :

* du simple avertissement verbal,
* à l’avertissement par lettre recommandée,
* à l’exclusion temporaire pour une durée comprise entre un et trois mois.

Les sanctions écrites sont notifiées par courrier avec accusé réception ou par un agent municipal aux contrevenants.

# CHAPITRE IX - DROIT A L’IMAGE

Le bénéficiaire autorise, sans réserve, la Ville de Bois-Guillaume à disposer pleinement et irrévocablement des photographies et autres **images** réalisées au moment de la manifestation au travers de ses différents médias.

* Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie,
* Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Seine-Maritime,
* Monsieur le Chef de service de la Police Municipale,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté .

Fait à Bois-Guillaume, le

Théo Perez,

Maire

## Rappel réglementaire : DISPOSITIONS GENERALES AUX MARCHÉS ALIMENTAIRES

Toutes les marchandises destinées à la consommation sont admises à la vente sur le marché de produits alimentaires. Elles sont autorisées à la vente sous réserve de répondre aux différentes réglementations et normes en vigueur concernant l’hygiène des denrées (Règlement CE 178/2002 : Règlement CE 852/2004, Arrêté du 21 décembre 2009), et la loyauté au consommateur (Code de la Consommation). Les denrées animales proposées à la vente doivent provenir d’établissements bénéficiaires d’un agrément ou d’une déclaration de dérogation à l’agrément, délivrés par la Direction Départementale de la Protection des Populations – service Sécurité Sanitaire des Aliment d’Origine Animale).